

« L'Agenda 2030 » (vert) de l'ONU est derrière la « Grande Réinitialisation » du Forum Économique Mondial – Suivez la piste de l'argent !



[Source : New Eastern Outlook (journal-neo.org)]

[Traduction : Le Grand Changement]

Par F. William Engdahl



La réorganisation descendante de l'économie mondiale par une cabale de technocrates corporatistes, dirigée par le groupe autour du Forum économique mondial de Davos – la soi-disant Grande Réinitialisation (Great Reset) ou l'Agenda 2030 de l'ONU – n'est pas une proposition future.

Elle est en bonne voie d'actualisation, alors que le monde reste enfermé dans un enfermement insensé pour un virus. Le domaine d'investissement le plus en vogue depuis le début des lockdowns [Ndlr : confinements et fermetures économiques] mondiaux du coronavirus est ce qu'on appelle l'investissement ESG [Ndlr : pour Environnement, valeurs Sociales et Gouvernance]. Ce jeu hautement subjectif et très contrôlé déplace de façon spectaculaire les flux de capitaux mondiaux vers un groupe restreint d'actions et d'obligations d'entreprises « approuvées ». Il fait notamment progresser le dystopique Agenda 2030 des Nations Unies ou le programme Great Reset du WEF. Cette évolution est l'un des changements les plus dangereux et les moins bien compris depuis au moins le siècle dernier. Le programme d' »économie durable « de l'ONU est réalisé en toute discrétion par les mêmes banques mondiales qui ont provoqué les crises financières de 2008. Cette fois-ci, elles préparent la grande réinitialisation du WEF de Klaus Schwab en orientant des centaines de milliards, et bientôt des milliers de milliards, d'investissements vers leurs entreprises « réveillées » triées sur le volet, au détriment de celles qui ne le sont pas, comme les compagnies pétrolières et gazières ou le charbon. Les banquiers et les fonds d'investissement géants comme BlackRock ont créé une nouvelle infrastructure d'investissement qui sélectionne les « gagnants » et les

« perdants » en fonction du sérieux de l'entreprise en matière d'ESG (environnement, valeurs sociales et gouvernance). Par exemple, une entreprise obtient des notes positives pour le sérieux avec lequel elle embauche des cadres et des employés de sexe différent, ou prend des mesures pour éliminer son « empreinte » carbone en rendant ses sources d'énergie vertes ou durables pour utiliser le terme des Nations unies.



La façon dont les entreprises contribuent à une gouvernance mondiale durable est la plus vague des ESG, et pourrait inclure n'importe quoi, des dons d'entreprises à Black Lives Matter au soutien d'agences de l'ONU comme l'OMS. L'objectif central crucial des stratèges du GNE est de créer une transition vers des énergies alternatives inefficaces et coûteuses, l'utopie promise du zéro carbone. Les grandes institutions financières et les banques centrales du monde entier sont à l'origine de ce mouvement. Elles ont créé un éventail éblouissant d'organisations pour mener leur programme d'investissement vert. Plus de 100 articles scientifiques ont conclu : le CO2 a un Effet Minuscule sur le Climat !

En 2013, bien avant le coronavirus, la grande banque de Wall Street, Morgan Stanley, a créé son propre Institut pour l'investissement durable. Celui-ci s'est rapidement développé en 2015 lorsque Morgan Stanley a rejoint le comité directeur du Partnership for Carbon Accounting Financials (PCAF). Sur son site internet, ils déclarent , »Le PCAF se fonde sur la position de l'Accord de Paris sur le climat selon laquelle la communauté mondiale doit s'efforcer de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels et la société doit se décarboniser et atteindre des émissions nettes nulles d'ici 2050. » En 2020, le PCAF comptait plus de 100 banques et institutions financières, dont ABN Amro, Nat West, Lloyds Bank, Barclays, Bank of America, Citi Group, CIBC, Danske Bank et d'autres. Plusieurs des banques membres de la PCAF ont été inculpées dans des affaires de blanchiment d'argent. Elles se sentent maintenant investies d'un nouveau rôle de modèles de vertu pour changer l'économie mondiale, si l'on en croit la rhétorique. Notamment, l'ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre, Mark Carney, est un « observateur » ou un consultant du PCAF. En août 2020, le PCAF a publié un projet de norme décrivant une proposition d'approche pour la comptabilité carbone mondiale. Cela signifie que les banquiers créent leurs propres règles comptables pour évaluer l'empreinte carbone ou le profil écologique d'une entreprise.



Mark Carney s'exprime à Mansion House (Reuters)

Le rôle central de Mark Carney : Mark Carney est au centre de la réorganisation de la finance mondiale pour soutenir l'agenda vert 2030 de l'ONU derrière la Grande Réinitialisation du Forum Économique Mondial de Davos, où il est membre du conseil d'administration. Il est également

conseiller du secrétaire général des Nations unies en tant qu'envoyé spécial des Nations unies pour l'action climatique. Il a décrit le plan du PCAF comme suit : »Pour atteindre le zéro net, nous avons besoin d'une transition de l'ensemble de l'économie – chaque entreprise, chaque banque, chaque assureur et chaque investisseur devra ajuster ses modèles d'affaires, développer des plans crédibles pour la transition et les mettre en œuvre. Pour les entreprises financières, cela signifie qu'elles doivent examiner plus que les émissions générées par leur propre activité commerciale. »Elles doivent mesurer et déclarer les émissions générées par les entreprises dans lesquelles elles investissent et auxquelles elles prêtent. Le travail du PCAF pour standardiser l'approche de la mesure des émissions financées est une étape importante pour garantir que chaque décision financière tienne compte du changement climatique. » En tant que gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Carney a joué un rôle clé dans le soutien des banques centrales mondiales à l'Agenda Vert du programme 2030 des Nations unies. Les principales banques centrales du monde, par l'intermédiaire de leur banque faîtière, la Banque des règlements internationaux (BRI) à Bâle, ont créé un élément clé de l'infrastructure mondiale croissante qui oriente les flux d'investissement vers les entreprises « durables » et les éloigne de celles, comme les entreprises pétrolières et gazières, qu'elle juge « non durables. » Lorsque Mark Carney, alors gouverneur de la Banque d'Angleterre, était à la tête du Conseil de stabilité financière (FSB) de la BRI, il a créé en 2015 un groupe de travail sur la communication financière relative au climat (TCFD). Les banquiers centraux du FSB ont nommé 31 personnes pour former la TCFD. Présidée par le milliardaire Michael Bloomberg, elle comprenait, outre BlackRock, JP MorganChase, Barclays Bank, HSBC, Swiss Re, le deuxième réassureur mondial, la banque chinoise ICBC, Tata Steel, ENI Oil, Dow Chemical, le géant minier BHP et David Blood de Generation Investment LLC d'Al Gore.

Anne Finucane, vice-présidente de la Bank of America, membre à la fois du PCAF et de la TCFD, a fait remarquer : « Nous sommes déterminés à faire en sorte que les risques et les opportunités liés au climat soient correctement gérés au sein de notre entreprise et que nous collaborions avec les gouvernements et les marchés pour accélérer les changements nécessaires... le changement climatique présente des risques pour le monde des affaires, et il est important que les entreprises expliquent comment ces risques sont gérés. » Le vice-président de Bank of America décrit comment ils évaluent les risques dans leur portefeuille de prêts immobiliers en procédant à « une analyse des risques physiques aigus sur un portefeuille échantillon de prêts hypothécaires résidentiels de Bank of America à travers les États-Unis. Chaque propriété a reçu un score basé sur le niveau de risque associé à 12 dangers potentiels : tornade, tremblement de terre, cyclone tropical, tempête de grêle, incendie de forêt, inondation fluviale, inondation éclair, inondation côtière, foudre, tsunami, volcan et tempête d'hiver. » De même, le « risque » d'investissement des banques dans le pétrole et le gaz ainsi que dans d'autres secteurs industriels est examiné selon les critères de la TCFD de Carney. Tous les risques sont définis comme étant liés au CO2, malgré le fait qu'il n'existe aucune preuve scientifique concluante que l'émission de CO2 par l'homme est sur le point de détruire notre planète par le réchauffement climatique. Les preuves de l'activité solaire suggèrent plutôt

que nous entrons dans une période de refroidissement instable, le Grand Minimum Solaire. Cela ne préoccupe pas les intérêts financiers qui vont récolter des billions de dollars au cours de la prochaine décennie. Un autre élément clé de la préparation financière de la Grande Réinitialisation, la transformation fondamentale d'une économie à forte intensité énergétique en une économie à faible intensité et économiquement inefficace, est le Conseil des normes comptables de durabilité (SASB). Le SASB affirme qu'il « fournit un ensemble de normes claires pour la communication d'informations sur la durabilité dans un large éventail de domaines... ». Cela semble rassurant jusqu'à ce que l'on regarde qui compose les membres du SASB qui donneront l'imprimatur favorable au climat. Parmi les membres figurent, outre le plus grand gestionnaire de fonds au monde, BlackRock (plus de 7.000 milliards de dollars sous gestion), les fonds Vanguard, Fidelity Investments, State Street Global, Goldman Sachs, Carlyle Group, Rockefeller Capital Management et de nombreuses grandes banques comme Bank of America et UBS. Beaucoup d'entre eux sont responsables de l'effondrement financier mondial de 2008. Que fait ce groupe-cadre ? Selon leur site web, « Depuis 2011, nous travaillons à un objectif ambitieux : développer et maintenir des normes comptables de durabilité pour 77 industries. » L'objectif est de créer un réseau d'entités financières mondiales qui contrôlent la richesse combinée, y compris les assurances et les fonds de pension, pour une valeur de 100.000 milliards de dollars. Elles fixent les règles et définiront une entreprise, voire un pays, en fonction du degré d'émission de carbone qu'elle crée. Si vous êtes propre et vert, vous pouvez potentiellement obtenir des investissements. Si vous êtes considéré comme un pollueur de carbone, comme c'est le cas aujourd'hui pour les industries du pétrole, du gaz et du charbon, les flux de capitaux mondiaux vous désinvestiront ou éviteront de vous financer. La cible immédiate de cette cabale financière est l'épine dorsale de l'économie mondiale, l'industrie pétrolière et gazière ainsi que le charbon.

Les hydrocarbures attaqués ! La cible immédiate de cette cabale financière est l'épine dorsale de l'économie mondiale, le secteur du pétrole, du charbon et du gaz naturel. Les analystes de l'industrie pétrolière prévoient qu'au cours des cinq prochaines années, voire moins, les flux d'investissement dans le plus grand secteur énergétique du monde vont chuter de façon spectaculaire. « Compte tenu de la place centrale qu'occupera la transition énergétique dans les perspectives de croissance de chaque entreprise, nous demandons aux entreprises de divulguer un plan expliquant comment leur modèle économique sera compatible avec une économie nette zéro », a écrit Larry Fink, président-directeur général de BlackRock, dans sa lettre aux PDG de 2021. Blackrock est le plus grand groupe d'investissement au monde, avec plus de 7.000 milliards de dollars à investir. Un autre dirigeant de BlackRock a déclaré lors d'une récente conférence sur l'énergie que « là où BlackRock va, les autres suivront ». « Pour continuer à attirer les capitaux, les portefeuilles doivent être construits autour d'actifs avantageux de base – des barils à faible coût, à longue durée de vie et à faible intensité de carbone », a déclaré Andrew Latham, vice-président de l'exploration mondiale chez WoodMac, une société de conseil en énergie. Le saviez-vous ? La mégacorporation BlackRock vient de prendre le contrôle du Trésor américain et de la Réserve fédérale. L'administration Biden tient déjà sa promesse d'éliminer progressivement le pétrole et le gaz en interdisant les nouvelles

locations sur les terres fédérales et en mer, ainsi que l'oléoduc Keystone XL. Le secteur du pétrole et du gaz et ses dérivés tels que la pétrochimie sont au cœur de l'économie mondiale. Les 50 plus grandes entreprises pétrolières et gazières du monde, y compris les entreprises publiques et cotées en bourse, ont enregistré des revenus d'environ 5.400 milliards de dollars en 2015. Alors qu'une nouvelle administration Biden pousse son opposition idéologique aux soi-disant combustibles fossiles, le monde verra un déclin précipité des investissements dans le pétrole et le gaz. Le rôle des mondialistes de Davos et des acteurs financiers de l'ESG est de garantir cela.

Et les perdants seront nous. Les prix de l'énergie vont monter en flèche, comme ce fut le cas lors des récents blizzards au Texas. Le coût de l'électricité dans les pays industriels deviendra prohibitif pour l'industrie manufacturière. Mais soyez rassurés. Tout cela fait partie de la grande réinitialisation en cours et de sa nouvelle doctrine d'investissement ESG. En 2010, le chef du groupe de travail 3 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat de l'ONU, le Dr Otmar Edenhofer, a déclaré à un interviewer : «...Il faut dire clairement que nous redistribuons de facto la richesse du monde par la politique climatique. Il faut se libérer de l'illusion que la politique climatique internationale est une politique environnementale. Cela n'a presque plus rien à voir avec la politique environnementale... » Le Great Reset du WEF (Davos) n'est pas simplement une grande idée de Klaus Schwab réfléchissant aux ravages économiques du coronavirus. Elle a été planifiée depuis longtemps par les maîtres de l'argent.

F. William Engdahl, consultant en risques stratégiques et conférencier, il est diplômé en politique de l'université de Princeton et auteur de best-sellers sur le pétrole et la géopolitique, exclusivement pour le magazine en ligne « New Eastern Outlook ».